

DIDIER LOURDEZ. Le secrétaire général du syndicat général du livre et de la communication écrite CGT joint sa voix aux soutiens de « la Marseillaise ».

« Un atout pour tous ceux qui se réclament du progrès social »

■ Didier Lourdez a succédé à Marc Norguez à la tête du SGLCE-CGT, le syndicat du livre. Bien que son syndicat soit situé à Paris, il n'en est pas moins attaché à *la Marseillaise*. Pluralisme, enjeux du secteur, avenir du papier, il livre son analyse.

Notre journal qui a fêté en 2014 ses 70 ans connaît d'importantes difficultés. Pourquoi faites-vous partie de ceux qui s'engagent pour que vive « la Marseillaise » ?

L'existence d'un quotidien régional tel que *la Marseillaise* est un atout pour les salariés, pour tous ceux qui se réclament du progrès social. C'est un atout démocratique dans un paysage dominé par des titres adossés à des grands groupes financiers. *La Marseillaise*, dès sa création, s'est affichée au côté de la classe ouvrière et n'a jamais cessé de relater les luttes des salariés et des citoyens. Je sais l'importance de ce journal dans le Sud de la France. Le SGLCE-CGT est très attentif à l'avenir de *la Marseillaise*. Elle doit continuer d'exister.

Au-delà de la situation de « la Marseillaise », bien d'autres titres sont en danger. Quel est votre regard sur l'état du pluralisme en France ?

La situation du pluralisme est préoccupante. Il y a une baisse évidente du lectorat. Les quotidiens départementaux, régionaux et nationaux remplissent une mission qui devrait être considérée d'intérêt public. Dans ce système, les plus menacés sont



Didier Lourdez. PHOTO DR

ceux qui veulent garder leur indépendance et ne bénéficient pas de l'appui de groupes financiers comme le trio d'investisseurs du *Monde* ou encore Dassault pour *le Figaro*.

« La Marseillaise » fait le choix du bimédia, c'est-à-dire de la complémentarité papier-web. À l'heure de l'information en ligne instantanée et en continu, croyez-vous à la disparition

inexorable de la presse papier ? Il y a bien sûr un changement des habitudes de lecture avec l'arrivée des tablettes, des smartphones, mais je ne crois pas que le papier soit voué à disparaître. Les 140 signes d'un

tweet, l'information instantanée ne peuvent remplacer les dossiers, le traitement approfondi de l'information proposés par les quotidiens. Les augmentations du prix de plusieurs journaux au 1er janvier font néanmoins craindre que les catégories populaires ne s'en détournent pour des raisons de pouvoir d'achat. Sans visibilité aucune, le gouvernement et les éditeurs investissent dans le multimédia mais n'agissent pas pour stabiliser les chiffres de tirage des quotidiens.

Que peut la puissance publique pour sortir le secteur de l'ornière ?

Il y a plusieurs niveaux d'action. L'impression à l'étranger de titres lus et distribués en France comme *le Figaro Madame* doivent être rapatriés. Il faut également prendre en compte le soutien à l'implantation de kiosques, réorienter les aides à la presse notamment vers les journaux à faibles ressources publicitaires. Quant à la distribution, nous connaissons la concurrence entre plusieurs messageries et des suppressions d'emplois en série ont été infligées à notre profession alors qu'on le voit, le problème n'est ni le statut ni la masse salariale. Il faut donner un nouvel élan au système de distribution fondé sur les valeurs de la loi Bichet issue du conseil national de la Résistance dans les conditions d'aujourd'hui. Nous sommes porteurs d'une loi en ce sens à travers la députée Marie-George Buffet.

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉO PURGUETTE

63427

SOUTENIR

la Marseillaise

C'est agir pour préserver le pluralisme de la presse dans notre région

Souscrivez en adressant vos dons libellés à :

«Pour que vive La Marseillaise»

et à envoyer à l'adresse suivante :

Les Amis de La Marseillaise

84 bis vieille route de la Gavotte - 13170 Les Pennes Mirabeau

Vous pouvez aussi envoyer un message de soutien à : pourquevivelamarseillaise.blogspot.fr